

État des lieux de la prise en compte des transitions agroécologiques dans la fourniture des services de conseil agricole

Note de synthèse soumise à l'atelier de restitution du 4/11/2021

Cette note synthétise le rapport complet de 178 pages

Rédacteurs de cette première version :

Christophe Rigourd, Iram

Dr. Adam Mamadou, INRAN

Patrick Delmas, RECA

Octobre 2021

Les messages clés de cette étude

- L'agroécologie est belle et bien présente au Niger bien qu'elle soit trop peu soutenue par les politiques Agricoles qui préfèrent parler « d'agriculture durable » et « d'agriculture intelligente face au climat ».
- En particulier le Niger dispose d'une longue expérience en matière de gestion durable des terres et de sécurisation de systèmes pastoraux. Il existe également d'autres expériences d'agroécologie plus ponctuelles conduites par les femmes de CERNAFA (Djoga), par quelques OPA/OPEL, par des ONG, par des entrepreneurs sociaux, etc.
- Des transitions agroécologiques sont nécessaires au Niger, mais complexes à mettre en œuvre. Certaines sont même nécessaires de façon urgente pour sortir des impasses techniques dans lesquelles les systèmes intensifs en intrants sont enfermés ou pour résoudre les crises agraires des systèmes pluviaux et pastoraux.
- Les besoins de transitions agroécologiques sont différents selon les filières. Selon les cas, on parle de « transition phytosanitaire » pour les filières riz, oignon et maraîchage, de « transition fertilité » pour les systèmes pluviaux, de « transition chaîne de valeur et parcours » pour la filière lait et de « sécurisation des systèmes pastoraux » pour la filière bétail viande.
- Il n'est pas sûr que les concepts « d'agriculture durable » et « d'agriculture intelligente face au climat » soient suffisants pour relever les défis des crises agraires des systèmes pluviaux et des systèmes pastoraux, ni pour sortir des impasses techniques dans lesquelles les systèmes intensifs en intrants chimiques (riz, maraîchage, oignons) sont enfermés. Des changements « transformationnels » (au sens de Gliessmann) sont en effet également nécessaires.
- Le SNCA apparaît comme moyennement sensible à l'agroécologie et accompagne peu aujourd'hui les transitions identifiées. L'étude souligne aussi que la pleine opérationnalisation du SNCA et de l'APCA sont des prérequis à l'accompagnement des transitions agroécologiques par le Conseil Agricole.
- Le niveau de sensibilité des dispositifs de Conseil à l'agroécologie est très variable. Les dispositifs paysans (OPA, OPEL, CRA/RECA) ou portés par des ONG semblent les plus sensibles à l'agroécologie. A l'inverse d'autres dispositifs privilégient le modèle de la Révolution Verte. D'autres enfin ont une approche duale. Les approches restent dominées par la vulgarisation technique de thèmes isolés alors que l'agroécologie suppose une approche plus large et un changement de posture (co-création de connaissances, valorisation des savoirs paysans).
- La sensibilité des fonctions support à l'agroécologie est-elle aussi variable. Certains éléments sont encourageants : par exemple la gouvernance paritaire du SNCA va dans le sens de l'agroécologie. A l'inverse l'insuffisante capitalisation de références nationales en matière d'agroécologie est un frein.
- Le projet ACOTAF devrait pouvoir mener quelques actions à trois niveaux pour accompagner la meilleure prise en compte des transitions agroécologiques par le SNCA : (i) au niveau des politiques par de l'appui au plaidoyer, (ii) au niveau des fonctions support par de l'appui à la capitalisation et à la formation et (iii) au niveau de quelques dispositifs de terrain de conseil. Dans ce cadre des partenariats pourraient être établis avec le RECA, l'APCA, l'INRAN (les trois constituant le « noyau dur » du lien recherche-conseil) et des OPA/OPEL.

Une première étude sur l'agroécologie et le Conseil Agricole au Niger

Différents travaux et études ont déjà été conduits au Niger sur des questions d'agroécologie, la plus récente étant une étude FAO de 2019. Différents travaux et études ont également été conduits sur le Conseil Agricole au Niger, en particulier dans le cadre de l'I3N et de la relance du Conseil Agricole depuis 2016, et même avant dans le cadre de la SDR. En revanche cette étude sur **la prise en compte des transitions agroécologiques dans la fourniture des services de conseil agricole** est une première.

Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet ACOTAF simultanément dans cinq pays : le Niger, le Bénin, Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée. Le consultant en charge de l'étude était Dr. Adam Mamadou. Il a été appuyé par le RECA. L'Iram a assuré le cadrage méthodologique, le suivi et l'assurance qualité du rapport. Le rapport a donc été enrichi par le RECA et l'Iram. La présente note synthétise les éléments clés du rapport. L'atelier de restitution de l'étude sera co-organisé par le RECA et l'APCA.

ACOTAF – renforcer le conseil agricole pour accompagner les transitions agroécologiques de l'agriculture familiale en Afrique sub-saharienne – est une initiative conjointe du CIRAD, de l'Iram, de l'Inter-Réseaux Développement Rural et du RESCAR-AOC. Le projet est financé par la France au travers du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. Il s'agit d'un projet de recherche action visant à appuyer la gestion des connaissances et renforcer les capacités des acteurs pour un renouvellement du Conseil Agricole au bénéfice des transitions agroécologiques. Le projet touche en priorité cinq pays - le Niger, le Bénin, Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée – et d'autres pays via le RESCAR-AOC. Le projet a commencé en 2020 et se terminera en 2023.

Pour plus d'informations il suffit de contacter le coordonnateur du projet Patrice Djamen patrice.djamen@cirad.fr

Encadré 1: Présentation succincte du projet ACOTAF

S'agissant d'une première étude sur ce sujet elle est forcément non-exhaustive, mais apporte des éclairages nouveaux sur les questions suivantes : Où en est l'agroécologie aujourd'hui au Niger ? Quels sont les besoins de transitions agroécologiques selon les filières et territoires ? Où en est le Conseil Agricole aujourd'hui au Niger ? Comment accompagne-t-il ces transitions agroécologiques ? Par ailleurs l'étude avait aussi une vocation méthodologique de développer des outils d'analyses.

L'agroécologie est-elle présente au Niger ?

«L'agroécologie représente à la fois une science, des pratiques agricoles et un mouvement social». Selon cette définition, l'agroécologie est-elle présente au Niger ?

- **L'agroécologie en tant que sommes de pratiques :** D'abord, les systèmes pastoraux – systèmes agroécologiques de très grande ampleur au Niger tant en couverture géographique, qu'en termes de contribution au PIB du pays et en nombre de personnes impliquées - mettent en œuvre des pratiques agroécologiques techniques et socio-organisationnelles nombreuses. Ces pratiques sont notamment défendues et promues par des OPEL : FNEN DADDO, AREN et GAJEL. Ensuite des pratiques de gestion durable de terres GDT qui relèvent en partie de l'agroécologie sont promues au Niger depuis les années 1960 par l'Etat, des projets/programmes, des ONG, des OPA et OPEL. Aujourd'hui l'éventail de pratiques est très large et est regroupé par le cadre stratégique CS-GDT en 5 grandes catégories : (i) brise vent, haie vive ; (ii) fixation des dunes (différentes techniques possibles), régénération naturelle / agroforesterie, pare-feu ; (iii) semi direct, ensemencement des herbacées, bornage des couloirs de passage, aires de pâturage et point d'eau, tranchée, mise en défens, jachère ; (iv) banquette, tranchée, demi-lune, scarifiage, cordon pierreux, (v). RNA, scarifiage, zaï/tassa, paillage/mulching, rotation des cultures. Certaines de ces pratiques sont largement adoptées, en particulier la RNA qui couvre près de 30% des terres cultivables du pays. Des expériences

plus locales font également référence au Niger comme par exemple l'expérience de maraîchage agroécologique des femmes du groupement de CERNAFA (Djoga) et de l'Union SUBA SE. A noter qu'il n'est probablement pas un hasard que cette expérience très notable soit portée par des femmes. S'agissant des femmes, les cultures de cases qu'elles pratiquent mettent également en œuvre certaines pratiques techniques relevant d'agroécologie. D'autres organisations paysannes comme la FUGPN Mooriben et la FCMN Niya promeuvent également des pratiques agroécologiques similaires. Le Niger dispose également d'expériences intéressantes portées par le secteur privé à fort contenu d'entreprenariat social telles que : la ferme agropastorale Gorou-Bi, Sahara Sahel Food, ASE compost, etc. D'autres pratiques sont également testées mais peinent encore à convaincre largement les productrices et producteurs : les biopesticides et le SRI.

- **L'agroécologie en tant que science** : D'une part, la science - du latin scientia, « connaissance » - peut s'entendre dans son sens premier comme « la somme des connaissances » (Wikipedia). Les expériences nigériennes de GDT et de sécurisation des systèmes pastoraux, qui relèvent en partie de l'agroécologie, étant assez bien capitalisées, on peut considérer que la « somme des connaissances » relative à ces pratiques est importante. Ces connaissances ne sont en revanche pas suffisamment partagées et ne font pas explicitement référence à l'agroécologie. De même, les connaissances relatives aux systèmes (agroécologiques) pastoraux sont capitalisées par les éleveurs détenteurs de savoirs, savoir-faire et savoir-être importants. Mais d'autre part, le terme *agroécologie* est absent des documents de politiques Agricole (y compris élevage) et Environnementale du Niger et l'agroécologie est même virtuellement absente de la recherche agronomique. La politique Agricole reste dominée par le modèle de la Révolution Verte (exonération, subvention aux intrants en particulier) et, dans une certaine dualité, vise aussi au développement d'une Agriculture durable. De même en élevage, le focus est plutôt sur l'intensification de l'élevage tout en reconnaissant aussi le pastoralisme (système agroécologique). Ces politiques ne font jamais référence à « l'agroécologie » en tant que telle, et préfèrent les concepts « d'agriculture durable » (i3N/SAN/DAD) ou « d'agriculture intelligente face au climat » (SPN2A).
- **L'agroécologie en tant que mouvement social** : On peut considérer que les grandes faitières d'OPA et d'OPEL constituent au Niger un mouvement paysan. Cependant, malgré l'implication grandissante de quelques acteurs nationaux, en particulier de la société civile (ONG, OPA et OPEL, RECA/CRA et un réseau d'acteurs Raya Karkara), il n'y a pas aujourd'hui au Niger un véritable mouvement social portant l'agroécologie. Cependant elle figure de plus en plus comme priorité de nombreuses OPA et OPEL.

L'agroécologie est donc bel et bien présente au Niger, au travers de nombreuses pratiques (techniques et socio-organisationnelles), certaines largement capitalisées et répandues, d'autres plus éparses. Mais force est de constater que l'agroécologie semble perçue par les décideurs du secteur Agricole comme relevant de pratiques traditionnelles peu productives qui ne peuvent pas relever le défi de l'augmentation de la production Agricole et de la sécurité alimentaire du Niger (qui reste un défi majeur au Niger). **Ces décideurs lui préfèrent d'autres concepts « d'agriculture durable » ou « d'agriculture intelligente face au climat AIC »**. La posture du ROPPA et de ses membres, dont la Plateforme Paysanne, est inverse puisque le réseau des paysans d'Afrique de l'Ouest voit « l'agroécologie

1. Recyclage
2. Réduction des intrants chimiques importés.
3. Santé du sol.
4. Santé et bien-être des animaux.
5. Biodiversité.
6. Synergies (entre activités productives et entre éléments de l'agrosystème)
7. Diversification économique.
8. Co-création des connaissances.
9. Valeurs sociales et types d'alimentation.
10. Équité.
11. Connectivité producteurs / consommateurs
12. Gouvernance des terres et des ressources naturelles.
13. Participation.

Encadré 2: Les 13 principes de l'agroécologie (Source HLPPE)

paysanne (comme) la principale voie pour assurer la cohésion sociale, la paix et la souveraineté/sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest ». La Déclaration du Forum International sur l'Agroécologie de Nyéléni, Mali, (2015) refuse d'ailleurs « l'appropriation insidieuse de l'agroécologie » par d'autres concepts tels-que « l'agriculture intelligente face au climat » ou « l'intensification durable ou écologique ».

Ainsi, bien que l'agroécologie soit présente au Niger (pastoralisme, GDT) elle y est trop peu reconnue et soutenue en tant que telle par les décideurs¹.

Insérer l'agroécologie dans les politiques de développement au Niger : une équation complexe

D'abord, trois éléments majeurs doivent être gardés à l'esprit lorsqu'il s'agit de mieux prendre en compte l'agroécologie dans les politiques agricole, d'élevage et environnementale au Niger:

- **La donnée démographique est primordiale** : 3.3 millions d'habitants en 1960, près de 22 millions en 2019, possiblement 65 millions en 2050. Le Niger n'a toujours pas réalisé sa transition démographique et affiche le plus fort taux de croissance de population au Monde ce qui a bien sûr des impacts forts sur l'environnement, la sécurité alimentaire et la formulation des politiques.
- **Le niveau très haut d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique / structurelle** : l'insécurité alimentaire et nutritionnelle affecte la moitié de la population du pays et chaque année plus d'un million d'enfants sont affectés de malnutrition aigüe dont plus de 350.000 sous la forme sévère.
- **Puis les fortes contraintes environnementales amplifiées par les changements climatiques** : hausse des aléas climatiques, érosion des sols, hausse des températures.

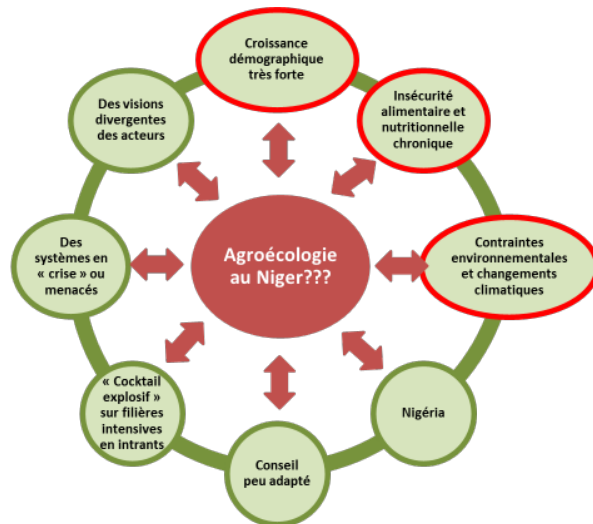


Figure 1 : Facteurs essentiels de l'équation complexe de l'agroécologie

Ensuite d'autres facteurs interviennent dans l'équation :

- Le Nigeria est à la fois la source d'un important commerce de produits phytosanitaires non-homologués au Niger, mais aussi la destination de nombreux produits agricoles (oignons, niébé, bétail, sésame, poivron, etc.) tout comme d'ailleurs d'autres pays côtiers (synergies entre les économies des pays sahéliens et côtiers).
- Malgré la relance du Conseil Agricole depuis 2017, le conseil est trop peu présent et peu adapté : même si les approches dites participatives sont partout prônées, après avoir été dominé par le T&V lors du dernier âge d'or de la vulgarisation (années 80 et 90), le Conseil Agricole reste aujourd'hui dominé par des approches de transfert de technologies et de

¹ Cependant, que nous disent les réalités de terrain ? Ces différents concepts – agroécologie, agriculture durable, agriculture intelligente face au climat - sont-ils réellement bien maîtrisés par tous ? Lorsque ces concepts sont mis en œuvre sur le terrain, la différence est-elle toujours si importante ? Au final les acteurs ne se limitent-ils pas aux mêmes pratiques techniques ?

techniques. Or l'agroécologie suppose un changement de paradigme en termes de Conseil Agricole : valorisation des savoirs paysans, co-construction de connaissances, véritables approches participatives, multitude des domaines de conseil, etc.

- Des visions divergentes vis-à-vis de l'agroécologie entre d'une part les supporters (ONG et OP principalement) et d'autre part des décideurs qui ne perçoivent pas l'agroécologie comme une agriculture productive et limitent ses pratiques à des mesures d'accompagnement du modèle dominant de Révolution Verte.
- Les systèmes pluviaux semblent déjà en crise agraire et les systèmes pastoraux sont largement menacés.
- Enfin des « cocktails explosifs² » sont déjà à l'œuvre sur certaines filières et territoires qui constituent des menaces pour la santé publique, l'environnement et l'économie des exploitations Agricoles et exigent une attention immédiate. Ces systèmes de production sont des impasses techniques.

Ces différents facteurs rendent à la fois nécessaires et complexes les transitions agroécologiques au Niger.

De plus, ces facteurs montrent bien que les transitions agroécologiques nécessaires au Niger ne peuvent être l'application de simples dogmes importés d'ailleurs, du Nord en particulier, et doivent être contextualisées et déclinées localement selon les contraintes, les intérêts et moyens des productrices et producteurs, mais aussi l'intérêt général du pays.

Les voies choisies par la Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (i3N/SAN/DAD, 2012) « d'agriculture durable » et par la Stratégie et plan national d'adaptation face aux changements climatiques dans le secteur agricole (SPN2A, 2020-2035) « d'agriculture intelligente face au climat » devraient permettre de répondre à certains enjeux en mettant en œuvre des pratiques qui relèvent de l'agroécologie (GDT, etc.). Cependant **ces approches « d'agriculture durable » ou « d'agriculture intelligente face au climat » risquent de ne pas suffire :**

- D'une part dépasser les crises agraires actuelles ou les impasses techniques ne saurait être possible seulement grâce à un éventail de « bonnes pratiques » techniques, même « labélisées durables ou AIC ». Cela exige aussi des actions concrètes en termes de gouvernance des terres et des ressources naturelles, en terme de participation des productrices et producteurs (aux décisions politiques du local au national, à la cogestion des filières pour qu'elles évoluent vers des chaînes de valeur), en termes de co-création de connaissances (amélioration des approches de Conseil Agricole et valorisation des savoirs paysans), en terme d'équité hommes-femmes et jeunes-moins jeunes, en termes de politiques fiscales et commerciales, etc.. Bref, des actions qui vont bien au-delà de simples pratiques techniques et qui justement recouvrent les champs de l'agroécologie.
- D'autre part, il convient que la façon dont « l'agriculture intelligente face au climat » est déclinée au Niger ne soit pas qu'une simple poursuite d'une logique d'intensification. Par exemple, le pilotage à distance de l'irrigation ne saurait répondre aux enjeux des filières irriguées. La SPN2A devrait également être une stratégie transformationnelle de l'Agriculture.

Dans le contexte nigérien où il y a souvent un grand écart entre stratégies et mise en pratique, faut-il opposer ces approches ? ou bien faut-il voir comment ces différentes approches d'agriculture durable, d'agriculture intelligente face au climat et d'agroécologie peuvent se rejoindre sur le terrain pour répondre aux enjeux identifiés (crises agraires, impasses techniques, etc.) ?

² L'utilisation grandissante de produits non-homologués dans un contexte de très faible alphabétisation, de forte présence des femmes et des jeunes enfants, de faible suivi épidémiologique et environnemental constitue un danger sanitaire, environnemental et économique.

Quels besoins de transitions agroécologiques des filières ? et des territoires ?

Six filières ont été étudiées : maraîchage, oignon, riz irrigué, cultures pluviales (céréales et légumineuses), lait péri-urbain et bétail viande³. Leurs besoins de transitions agroécologiques sont bien différents :

- **Les filières riz irrigué, maraîchage et oignon** ont, en termes de besoins de transitions agroécologiques, un profil assez similaire et font face à un « **cocktail explosif** » du fait de la forte intensification en intrants chimiques, y compris non-homologués. Cela constitue une menace avérée (mais peu suivie) pour l'environnement, pour la santé des productrices et producteurs et des consommateurs, et aussi pour les économies des exploitations. Cela constitue également une **impasse technique**. Les acteurs de ces filières font face à un dilemme : comment maintenir la production en limitant les intrants chimiques ? La priorité immédiate devrait être de bannir l'utilisation de produits nocifs non-homologués (et d'ailleurs interdits dans de nombreux pays et au Niger) et d'optimiser l'utilisation des autres (application de bonnes pratiques, diminution des dosages, etc.) lorsqu'ils sont déjà présents. On devrait aussi faire la promotion de pratiques alternatives. Cependant cette approche de « changement progressif »⁴ ne sera pas suffisante et il faudra aussi accompagner des « changements transformationnels » plus importants pour permettre la mise en place d'autres systèmes de production. Cela exigera un changement plus important d'approche, en particulier de Conseil Agricole, et donc du temps. On parle ainsi de « **transition (agroécologique) phytosanitaire** » parce que les aspects phytosanitaires constituent l'urgence de cette transition, mais d'autres éléments devront également être pris en compte (consommation d'engrais, d'eau, d'énergie fossile, etc.).
- Pour les **filières pluviales (céréales et légumineuses)** l'enjeu agroécologique immédiat est la baisse structurelle de la fertilité des sols. Les pratiques techniques et socio-organisationnelles de GDT peuvent contribuer à répondre à cet enjeu. De plus, dans un contexte de sols carencés en phosphore et de non-utilisation des engrais, l'effet marginal de la première micro-dose d'engrais serait considérable et pourrait permettre de produire de la biomasse et d'améliorer la structure des sols. Une combinaison GDT et micro-dose pourrait donc sembler pertinente. Cette première micro-dose d'engrais ne devrait être qu'un élément, parmi d'autres, de la transition. S'il en devenait l'unique élément cela irait à l'encontre des besoins de transition agroécologique de ces filières. On parle ainsi de « **transition (agroécologique) de fertilité** »⁵. Là-aussi, se limiter à ces changements serait pourtant insuffisant. Les systèmes pluviaux font face à une véritable **crise agraire qui exige des transformations bien plus importantes** touchant aussi aux questions de gouvernance, de services de base, etc.
- La **filière lait périurbain** fait face à deux enjeux : un enjeu de filière (demande et offre en lait local ne se rencontrent pas dans un contexte où la filière lait est dominée par la poudre de lait importée) et un enjeu d'alimentation des troupeaux (parcours et aliment bétail). L'enjeu de transition agroécologique serait de transformer la filière lait local en une véritable chaîne de valeur (cogérée, plus équitable) tout en résolvant les problèmes d'alimentation du bétail. **On parle ainsi de « transition chaîne de valeur et parcours ».**

³ Les cinq premières ont fait l'objet d'ateliers filières selon la même méthodologie proposée par ACOTAF. La filière bétail viande est traitée au travers de biblio et d'entretiens avec des personnes ressources.

⁴ Gliessmann (2016) propose 5 niveaux de changements des systèmes alimentaires. Changements « progressifs » : Niveau 1 : Augmenter l'efficacité de l'agriculture conventionnelle — réduire les impacts négatifs de l'utilisation d'intrants industriels et niveau 2 : Remplacement des pratiques conventionnelles par des pratiques/intrants plus durables/naturels. Changements « transformationnels » : niveau 3 : Redéfinition de l'agroécosystème afin d'intégrer des pratiques écologiques- l'exploitation agricole est conçue comme un « tout » ; niveau 4 : (Re)connexion entre les producteurs/cultivateurs et les consommateurs/mangeurs (chaîne alimentaire) ; niveau 5 : Nouveau système alimentaire mondial basé sur l'équité, la participation, la démocratie, la justice et la restauration de la planète.

⁵ Certains pourront d'ailleurs contester l'utilisation de la micro-dose d'engrais dans une transition agroécologique.

- La filière **bétail viande** repose quant à elle sur un **système agroécologique : le pastoralisme**, qui satisfait la très grande majorité des principes de l'agroécologie mais qui est aujourd'hui menacé. Ici l'enjeu est donc la **sécurisation des systèmes pastoraux** plutôt qu'un enjeu de transition.

L'étude a analysé ces filières sous le prisme des 13 principes de l'agroécologie. De façon transversale l'enjeu de santé du sol est donc l'enjeu N°1 commun à cinq filières, même s'il se pose de façon différente selon les filières. Cet enjeu exige une attention immédiate. A l'inverse les principes agroécologiques de recyclage, de diversification, de santé et de bien-être des animaux ne sont pas perçus comme des enjeux prioritaires pour le développement durable de ces filières par les acteurs. La situation relative aux autres principes est variable d'une filière à l'autre.

L'analyse selon le prisme des 13 principes de l'agroécologie s'est révélée utile, mais ne devrait pas dispenser d'une analyse plus fine des dynamiques agraires passées et en cours, c'est-à-dire d'une analyse des systèmes bio-écologiques, socio-culturels, politiques et économiques, et d'une analyse des crises agraires à l'œuvre. Cette analyse fine n'a pas été conduite dans le cadre de cette étude. Cependant une analyse rapide permet de pointer l'existence d'une **crise agraire des systèmes pluviaux et des systèmes pastoraux** comme simplifié dans le schéma ci-dessous.

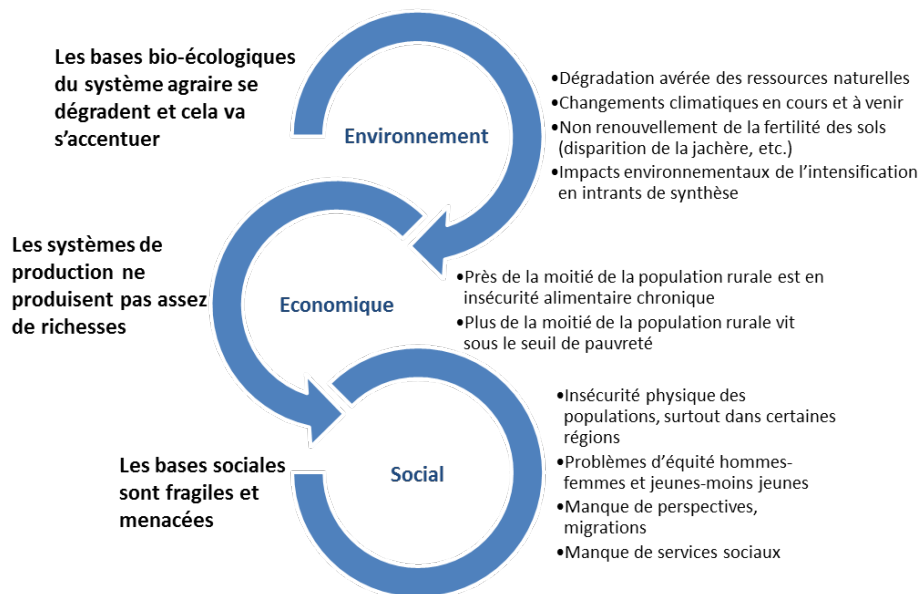


Figure 2: Crises agraires actuelles (les questions de gouvernance sont transversales)

L'articulation systèmes de production / filières / territoires étant forte, l'étude met également en évidence des besoins de transitions agroécologiques différents selon les territoires. On distingue en particulier : (i) les zones d'intensification en intrants chimiques où l'on trouve les filières riz, maraîchage, oignon, ainsi que souchet qui pose des problèmes environnementaux importants ; (ii) les zones pastorales ; (iii) les zones intermédiaires agropastorales où l'on trouve les filières pluviales ; (iv) les zones urbaines et périurbaines ; (v) les zones à enjeux environnementaux spécifiques (palmeraie, cuvettes, etc.).

Où en est le conseil Agricole aujourd'hui au Niger ?

Les besoins de Conseil Agricole sont très partiellement couverts et l'offre reste dominée par la vulgarisation technique.

Une grande réforme du secteur est actuellement en cours, tant du financement de l'agriculture (FISAN) que du Conseil Agricole (SNCA-APCA). La relance du Conseil Agricole a été impulsée en 2016, le SNCA a été adopté en 2017 et il s'opérationnalise progressivement depuis 2018 (démarrage de l'APCA en 2019). Différents chantiers sont actuellement conduits par l'APCA dont certains relèvent

directement de notre sujet : Conseil Agricole et agroécologie. Cependant l'APCA manque de moyens financiers et humains.

Comment le Conseil Agricole accompagne-t-il les transitions agroécologiques ?

Pour répondre à cette question l'étude a réalisé une évaluation de la sensibilité du système national de conseil Agricole SNCA à l'agroécologie. D'une part l'étude a analysé la sensibilité des dispositifs de conseil à l'agroécologie et d'autre part la sensibilité des fonctions support.

Concernant les dispositifs de conseil, la sensibilité à l'agroécologie est très variable d'un dispositif à un autre. L'ONAHA par exemple semble peu sensible à l'agroécologie, le modèle de Révolution Verte promue depuis des années sur les aménagements hydroagricole restant la norme. A l'inverse les CRA/RECA, quelques OPA/OPEL et ONG y semblent plus sensibles. Certains acteurs majeurs (Ministères, recherche...) semblent en position intermédiaire : à la fois promoteurs de modèles basés sur la Révolution Verte et de pratiques plus durables, pour autant aucun ne se réfère à l'agroécologie.

Pour tous les dispositifs de conseil, on observe un écart entre sensibilité à l'agroécologie et mise en pratique effective sur le terrain. Certes la sensibilité à l'agroécologie est parfois insuffisante et du travail de sensibilisation reste nécessaire, mais c'est aussi la faible capacité à la mettre en pratique qui pose problème, y compris pour des dispositifs déjà sensibles à l'agroécologie. Le fait que la principale démarche d'accompagnement reste la vulgarisation technique de quelques thèmes isolés (compost, biopesticides, etc.) est une contrainte forte à la promotion de l'agroécologie. En effet l'agroécologie (et ses 13 principes) couvre des domaines bien plus large que la simple technique (organisation, social, filières, gestion de la connaissance, etc.) et ne peut pas se limiter à quelques pratiques isolées. De plus l'agroécologie nécessite une rupture par rapport aux démarches de vulgarisation classique et de transfert de technologie - la co-création de connaissance est d'ailleurs l'un de ses principes importants (principe auxquels les acteurs sont d'ailleurs trop peu sensibles).

Concernant les fonctions support du SNCA, l'étude montre que la plupart de ces fonctions sont encore trop peu sensibles à l'agroécologie, ce qui ne permet pas aux dispositifs de conseil d'accompagner efficacement les nécessaires transitions agroécologiques sur le terrain. Ce tableau est cependant nuancé, avec des éléments positifs et d'autres moins :

- Certains éléments témoignent en effet d'une certaine sensibilité des fonctions support à l'agroécologie : La gouvernance paritaire du SNCA et de l'APCA sont des atouts importants qui sont pleinement cohérents avec le principe agroécologique de participation ; l'APCA et le RECA/CRA – deux acteurs importants du SNCA - sont sensibles à l'agroécologie et ont déjà mené des activités en appui à l'agroécologie ; le manuel de procédures de contrôle qualité du conseil adopté en 2020 valorise les savoir paysans ce qui est cohérent avec le principe agroécologique de co-création de connaissances ; en matière de financement du conseil un contrat de performance portant sur l'agroécologie a été signé par l'APCA ; des modules de formations portant sur l'agroécologie existent ; etc.
- Mais certains éléments témoignent encore d'une trop faible sensibilité des fonctions support à l'agroécologie : les textes fondateurs du SNCA ne parlent pas d'agroécologie, les mécanismes de financement ne sont pas suffisamment proactifs en matière d'agroécologie, le sujet est très peu porté par la recherche et les formations restent dominées par le modèle de Révolution Verte.

La Erreur ! Source du renvoi introuvable. page suivante résume la prise en compte de l'agroécologie (AE) dans le SNCA, c'est-à-dire par les dispositifs de terrain d'une part et par les fonctions support d'autre part.

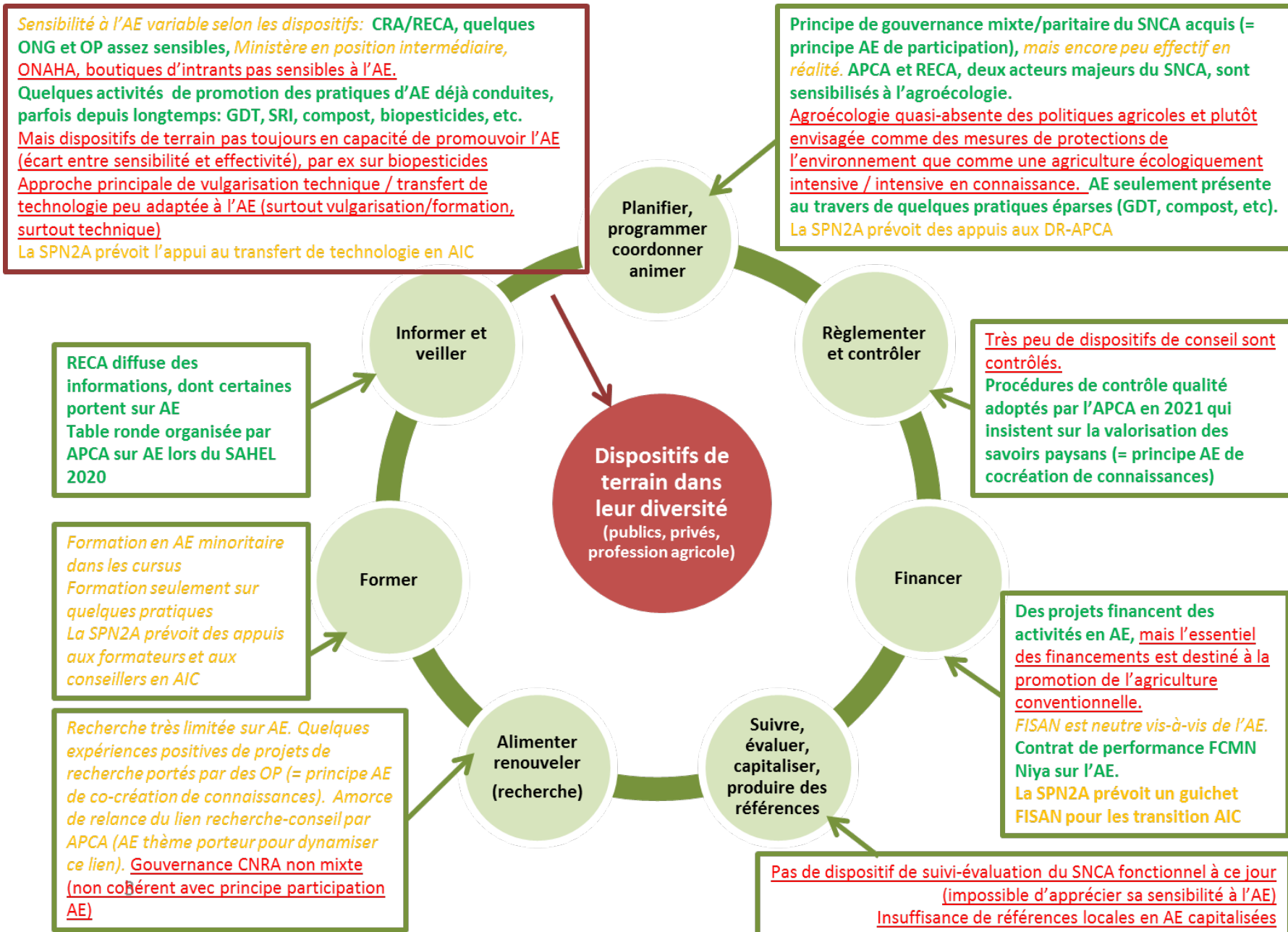


Figure 3 : La prise en compte de l'agroécologie dans le SNCA (dispositifs terrain et fonctions support). En vert/gras sont mentionnés les éléments témoignant d'une prise en compte de l'agroécologie (AE) dans le SNCA. En rouge/souligné sont mentionnés les éléments qui témoignent d'une non-prise en compte de l'AE dans le SNCA. En orange/italique les éléments intermédiaires.

L'étude met ainsi en évidence trois niveaux de contraintes pour accompagner les transitions agroécologiques des filières :

- Niveau politique : L'absence d'un environnement politique favorable ;
- Niveau fonction support : La trop faible sensibilité des fonctions support du SNCA (recherche, formation, etc.) à l'agroécologie et en particulier l'insuffisance de références locales sur l'agroécologie ;
- Niveau dispositif de conseil : Les approches de « conseil » encore trop dominées par la vulgarisation technique de thèmes isolés.

Quel cheminement pour que le SNCA accompagne mieux les nécessaires transitions agroécologiques du Niger ?

D'abord la pleine opérationnalisation du SNCA et de l'APCA sont des prérequis : Pour que le SNCA accompagne les transitions agroécologiques, il faut déjà qu'il soit plus opérationnel.

Ensuite les politiques agricole, d'élevage et environnementale doivent être plus sensibles à l'agroécologie. Cela nécessite des actions de plaidoyer auprès des décideurs, mais aussi l'émergence d'un véritable mouvement social porteur de l'agroécologie. Une approche pragmatique serait aussi de voir comment les stratégies I3N/SAN/DAD et SPN2A peuvent aider à répondre aux enjeux de transitions agroécologiques. En particulier il s'agirait de s'assurer que la SPN2A ne se limite pas à l'application de pratiques techniques durables, mais aborde également les aspects de gouvernance, de co-création de connaissance, d'équité, etc.

Enfin un certain nombre d'actions au niveau du SNCA sont nécessaires comme illustré dans la Figure 4 en page 11.

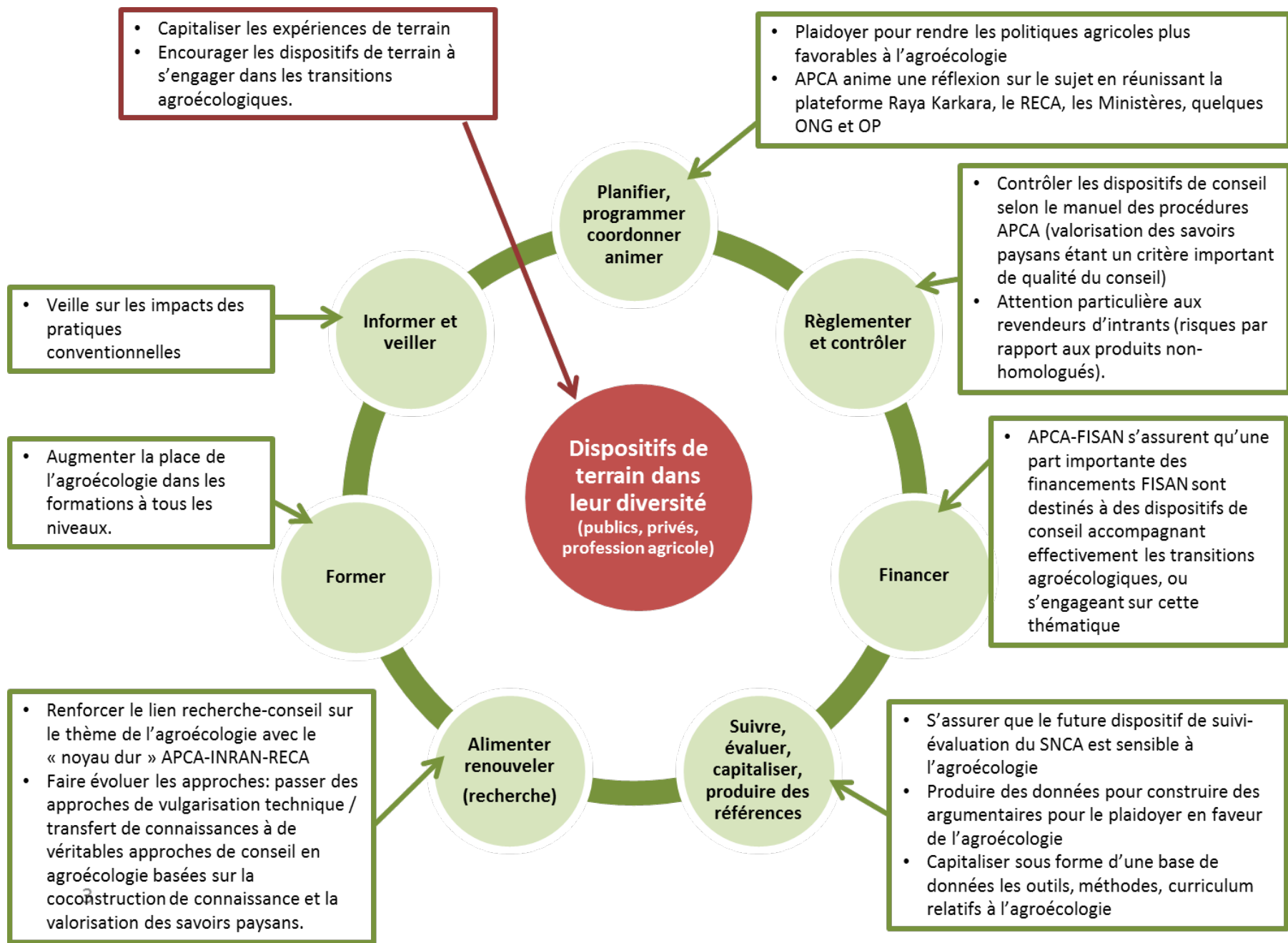


Figure 4: Pistes d'actions pour que le SNCA accompagne mieux les transitions agroécologiques

Quelles pistes possibles pour ACOTAF ?

Plusieurs pistes d'actions qu'ACOTAF pourrait soutenir sont proposées et qui devraient être discutées lors de l'atelier de partage des résultats de l'étude. Certaines pistes concernent le niveau politique, d'autres les fonctions support et d'autres les dispositifs de conseil :

- Proposition relative à l'approfondissement des analyses : S'agissant d'une première étude sur la prise en compte des transitions agroécologiques dans le conseil agricole, les analyses et conclusions méritent d'être approfondies. ACOTAF pourrait appuyer la poursuite des réflexions par les acteurs (par exemple mieux caractériser les besoins de transitions agroécologiques de chaque système, les freins rencontrés par les producteurs, etc...).
- ACOTAF pourrait soutenir des actions de plaidoyer : Pour commencer la présente note de synthèse pourrait être améliorée collectivement au travers d'un atelier d'écriture et ainsi être portée par des acteurs clés du SNCA : l'APCA bien sûr, mais aussi le RECA et l'INRAN, ces trois acteurs constituant le « noyau dur » du lien recherche-conseil. ACOTAF pourrait aussi aider à fournir des analyses technico-économiques pour montrer comment des transitions agroécologiques bien pensées peuvent permettre de répondre aux enjeux de sécurité alimentaire du Niger. ACOTAF pourrait également appuyer la construction d'une « fresque de l'agroécologie » à l'image de la « fresque du climat » et de la « fresque de la biodiversité » afin de faciliter la sensibilisation et le plaidoyer.
- ACOTAF pourrait soutenir des actions de capitalisation d'expériences en agroécologie au Niger. En particulier il s'agirait de capitaliser les transitions agroécologiques réussies suivantes : (i) transition agroécologique phytosanitaire pour capitaliser comment certain-es productrices et producteurs (riz, maraîchage, oignons) ont réussi à réduire, voire à se passer, de produits phytosanitaires chimiques ; (ii) transition agroécologique fertilité pour capitaliser comment certain-es productrices et producteurs réussissent à renouveler de façon durable la fertilité de leurs champs pluviaux.
- ACOTAF pourrait appuyer l'inventaire, l'analyse, la synthèse et la capitalisation des curriculums existants au Niger en matière d'agroécologie et leur réunion sous forme de base de données par exemple sur la bibliothèque numérique du Niger duddal.org.
- ACOTAF pourrait appuyer la relance du lien recherche-conseil actuellement en cours autour du « noyau dur » APCA-RECA-INRAN en accompagnant ce noyau dur dans la prise en compte de ce sujet.
- ACOTAF pourrait aussi appuyer quelques dispositifs de conseil engagés sur des transitions agroécologiques.

Cette liste est purement indicative à ce stade. Elle devrait être priorisée car ACOTAF ne pourra vraisemblablement pas appuyer toutes ces activités.